

المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° 10/CSEFRS/2018**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, (CSEFRS) représenté par son Président, désigné ci-après par « l'Administration » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'une part :

ET

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au nom et pour le compte de :

Inscrit au registre de commerce de sous le n° : ;

Inscrit au rôle de la patente de Sous n° : ;

Identification fiscale sous le n° : ;

Affilié à la CNSS sous le n° :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque Agence :

Faisant élection de domicile à : ;

Désigné ci-après par « **L'Entrepreneur** » ou « **Titulaire** »

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT



Table des matières

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	4
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	4
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6: ELECTION DE DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.....	5
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	5
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION	5
ARTICLE 10: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 11: CONDITIONS DE LIVRAISON DU MATERIEL	6
ARTICLE 12: NATURE DES PRIX	7
ARTICLE 13: RÉVISION DES PRIX	7
ARTICLE 14: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE.....	7
ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE	7
ARTICLE 16: DELAI ET CONDITIONS DE GARANTIE	7
ARTICLE 17: RECEPTION PROVISoire	7
ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE.....	8
ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT	8
ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	8
ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 23: PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT	8
ARTICLE 24: NIVEAU TECHNOLOGIQUE DES EQUIPEMENTS.....	9
ARTICLE 25: OBSOLESCENCE DU MATERIEL	9
ARTICLE 26: FORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE	9
ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	9
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	10
ARTICLE 28: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	11



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'Offres ouvert sur offres de prix a pour objet l'acquisition de matériel informatique pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, en lot unique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché consistent en :

- La fourniture du matériel informatique suivant les spécifications techniques demandées ;
- L'installation et la configuration de l'ensemble des équipements ;
- La réalisation des tests de fonctionnement et de validation du matériel ;
- La formation des techniciens en l'exploitation du matériel et logiciels préinstallés ;
- L'entretien et la maintenance du matériel pendant la période de garantie.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T), approuvé par le décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que ceux se rapportant à l'offre financière tels que décrits par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi n°105-12 portant organisation du Conseil promulguée par le dahir n° 1-14-100 du 16 rejeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) ;
- Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

L'Entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.



ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente. L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement des prestations. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 6: ELECTION DE DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées, toutes les notifications qui se rapportent à ce marché lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché il est précisé que :

- 1) La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par le **Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique**.
- 2) Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement en subrogation, les renseignements et états prévus à l'article 8 du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, est Monsieur le **Président du Conseil Supérieur de l'Education de la Formation et de la Recherche Scientifique**.
- 3) Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'**Agent comptable auprès du Conseil**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics .

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

Les conditions de la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 158 du décret n°2-12-349 du 8 jomada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 24 du décret n°2-12-349.

ARTICLE 9: DELAI D'EXECUTION

Le matériel objet du présent appel d'offres doit être livré en totalité, installé et mis en marche dans un délai de **Trente (30) jours**.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison du matériel.

Lorsque le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 10: LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le matériel objet du présent marché sera livré, installé et mis en marche dans les locaux du Conseil conformément à un programme préétabli par l'Entrepreneur et accepté par le maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais (charges et décharges comprises), la livraison du matériel dans les locaux du Conseil.

Si le matériel, est jugé inacceptable par le Conseil, l'Entrepreneur s'engage à les remplacer dans un délai d'une semaine.



ARTICLE 11: CONDITIONS DE LIVRAISON DU MATERIEL

1. Livraison

Le matériel sera livré, installé et mis en marche, sans aucune majoration pour les frais de transport ou de manipulation, qui demeurent à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire du marché devra assister à toutes les opérations de livraison, de réception et d'essai du matériel ou s'y faire représenter. En cas d'absence, il ne pourra élever aucune protestation contre les constatations faites par la commission de réception.

Un procès-verbal sera établi et mentionnera, le cas échéant, les omissions, imperfections ou malfaçons constatées.

En cas de tentative de fraude ou de tromperie, le délit sera constaté dans les formes légales et réglementaires.

La réception du matériel ne libérera pas le titulaire du marché si au cours de l'utilisation il est reconnu de qualité inférieure à celle prévue ou non conforme aux prescriptions requises. Le titulaire du marché sera tenu au remplacement immédiat du matériel livré.

2. Opération de Vérification :

Le matériel livré, est soumis, à des vérifications qualitatives et quantitatives destinées à contrôler sa conformité aux spécifications techniques prévues au titre du présent marché.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau des prix - détail estimatif.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité à tous égards du matériel livré avec les spécifications du présent marché.

Les opérations de vérification se dérouleront sur le lieu même de livraison dans un délai raisonnable. Elles seront effectuées, en présence du représentant du titulaire, par une commission technique de réception désignée à cet effet par le Conseil. L'absence du représentant du titulaire, dûment avisé, ne fait pas obstacle à la validité des opérations de vérification.

Lorsque les contrôles et vérification laissent apparaître des différences entre le matériel proposé dans le marché et celui effectivement livré ou si les essais effectués dans les conditions réelles d'utilisation ne donnent pas entière satisfaction, la livraison est refusée et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder au remplacement du matériel refusé.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions jugées utiles pour l'enlèvement rapide à ses frais et sous sa responsabilité du matériel refusé. Les frais de manutention et de transport du matériel refusé sont à sa charge. Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel jugé non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire, le refus de réception ne justifie pas par lui-même l'octroi d'une prolongation du délai contractuel ou d'un sursis de livraison.

Après remplacement du matériel non conforme, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Les constatations faites par le maître d'ouvrage au cours des opérations de vérification sont consignées dans un procès-verbal mentionnant s'il y a lieu les réserves du représentant du titulaire.



ARTICLE 12: NATURE DES PRIX

Le marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du présent marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif joint au présent marché, aux quantités réellement réalisées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation objet du marché.

ARTICLE 13: RÉVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret 2-12-349 précité, les prix du marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 14: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à **Six mille dirhams (6.000 Dhs)**.
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire.

ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE

En application de l'article 25 du CCAG-T, le titulaire doit souscrire une assurance qui couvrira les risques inhérents à l'exécution du marché et se rapportant :

- Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel du titulaire,
- A la responsabilité civile incombant au titulaire et au maître d'ouvrage,
- Aux risques d'incendie, vol ou détérioration pour quelque cause que ce soit, pouvant toucher le matériel destiné au maître d'ouvrage.

ARTICLE 16: DELAI ET CONDITIONS DE GARANTIE

1. Délai de garantie :

Le titulaire du marché est tenu de garantir le matériel pendant une durée de **trois (3) ans** à compter de la date de la réception provisoire.

2. Conditions de garantie :

Pendant la période de garantie, le titulaire assurera, sans frais supplémentaires, les prestations suivantes :

- L'entretien préventif et contrôle périodique du bon état de fonctionnement du matériel ;
- La maintenance curative qui correspond à la détection du sous ensemble en défaut et l'exécution sur le site des opérations de réparation, de mise au point et de remplacement standard des pièces reconnues défectueuses.

ARTICLE 17: RECEPTION PROVISOIRE

Il sera procédé à la réception provisoire du marché par une commission désignée à cet effet. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire selon les modalités suivantes :

- Une commission examinera en détail les caractéristiques techniques du matériel et procédera à divers essais et contrôles en présence du titulaire du marché. Les équipements reconnus non conformes ou défectueux seront isolés par les soins et aux frais du titulaire et remplacés dans le délai contractuel.
- Une fois que tous les tests soient concluants, la commission procédera à la réception technique du matériel par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.



ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie, et dans les mêmes conditions de la réception provisoire. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement s'effectuera après prononciation de la réception provisoire et sur production du procès-verbal de réception provisoire y afférent.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou Trésor ouvert au nom du Titulaire, sur production d'une facture établie en 4 exemplaires, portant la signature du titulaire.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

En cas de retard dans l'exécution du marché, une pénalité journalière de un pour mille (1‰) du montant initial du marché sera appliquée à l'encontre du titulaire.

Toutefois, le montant de cette pénalité cesse de croître lorsqu'elle aura atteint 8% du montant du marché.

Le montant de cette pénalité sera déduit d'office de toutes les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 168 du décret n° 2.12-349 du 08 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatives aux marchés publics.

ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le Maître d'Ouvrage dans les cas prévus par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fait obstacle, ni à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du titulaire en raison de ses fautes ou infractions, ni à son exclusion de toute participation aux marchés lancés par le Maître d'ouvrage, sans limitation de durée.

ARTICLE 23: PROPRIETE INDUSTRIELLE BREVETS-COPYRIGHT

Le titulaire doit s'assurer et justifier la légalité de l'utilisation des différents logiciels livrés ou installés dans le cadre du présent appel d'offres et doit aussi livrer les licences des logiciels pré-installés ou fournis.

Au cas où une action judiciaire serait intentée contre le maître d'ouvrage par une tierce partie sous prétexte que l'utilisation de l'un des logiciels, machines ou dispositifs, fournis par le titulaire dans le cadre du marché constitue une infraction à un droit de propriété industrielle ou copyright, le maître d'ouvrage devra en aviser par écrit le titulaire sans délai. Le titulaire assurera la défense du maître d'ouvrage et supportera tous les frais qui en découlent.

Au cas où les produits ou tout élément de ceux-ci, objet du marché pourraient être ou seraient droit de propriété industrielle, le titulaire devra trouver une solution en explorant, dans l'ordre, les possibilités suivantes :

- Obtenir à ses frais le droit de continuer à utiliser ces produits ;
- Les remplacer par des produits qui ne seraient pas en infraction, ayant les mêmes fonctionnalités et sans remettre en cause les acquis du maître d'ouvrage ;



- Les reprendre en versant au maître d'ouvrage une indemnité calculée suivant la dépréciation de ces équipements.

Les dispositions ci-dessus constituent la limite de la responsabilité du titulaire en matière de propriété industrielle.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Rabat.

ARTICLE 24: NIVEAU TECHNOLOGIQUE DES EQUIPEMENTS

Si, au moment de la livraison des articles du marché, un ou plusieurs articles sont obsolètes, le titulaire s'engage à livrer, sans facturation supplémentaire, et sans changement dans le descriptif technique du matériel ni de sa marque, les produits de la génération la plus récente, à configuration égale ou supérieure à celle figurant dans le marché.

ARTICLE 25: OBSOLESCENCE DU MATERIEL

En cas d'obsolescence du matériel retenu dans le cadre du présent marché, le titulaire devra proposer, un matériel de même marque équivalent ou plus performant et sans changement du prix du marché, et ce, après avoir produit une attestation du constructeur, ou du fournisseur le cas échéant, justifiant son indisponibilité ou son obsolescence

Cette performance du nouveau matériel devra être dûment acceptée par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 26: FORMATION DU PERSONNEL TECHNIQUE

Lors de la livraison du matériel, le titulaire du marché doit procéder sur le site d'installation à la formation des techniciens en l'exploitation du matériel et logiciels préinstallés. La durée de la formation est d'un (1) jour.

La date et le planning de la formation seront fixés en commun accord avec l'administration du Conseil après la réception provisoire du matériel.

ARTICLE 27: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations avec le maître d'ouvrage, il sera fait application des dispositions des articles 81, 82 et 83 du CCAG-T.



CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Les caractéristiques minimales demandées se présentent comme suit :

Prix N° 01 : Micro-ordinateur Portable avec station d'accueil

Micro-ordinateur Portable	
Type de processeur	Intel Core i5 à 2,5 Ghz
Mémoire cache externe	3Mo
Mémoire	8Go
Disque dur	500 Go
Lecteur	Lecteur DVD+/-RW
Taille de l'écran	12 à 13 pouces
Caméra	Caméra intégrée
Ports d'E-S externes	3 ports USB 2.0, VGA, connecteur d'alimentation, RJ-45,
Connectivité	Carte wifi 802.11b/g/n, Bluetooth
Interface réseau	Contrôleur Ethernet (10/100/1000)
Clavier	Windows Azerty bilingue gravé
Autonomie de la batterie	3h30mn
Alimentation électrique (*)	Adaptateur secteur externe 220V
Logiciels	Windows 8 Professionnel, avec le dernier service pack et avec possibilité de downgrade vers windows7 Microsoft Office 2013 installé plus licence.
Station d'accueil (*)	De même marque et de Modèle adapté au Micro-ordinateur portable, doté de Bouton de mise en marche du portable, 3 ports USB 2, VGA, Port Gigabit Ethernet RJ45 et Alimentation secteur dédié.
Clavier(*)	Windows Azerty bilingue gravé sans fil
Ecran (*)	Minimum 22 " LED
Périphérique de pointage (*)	Souris optique USB à molette 2 boutons sans fil et tapis
Accessoires	Sac de transport(*) et Câbles de connexion nécessaires.
Garantie	3 ans minimum, pièce et main d'œuvre

(*) De la même marque que le Micro-ordinateur portable.



Prix N° 02 : Mac Book pro et accessoires

Type de processeur	Quad-core i7 à 2.9 GHz,
Mémoire cache externe	8 Mo
Mémoire	16 Go
Disque dur	SSD 512Go
Ecran	Ecran Retina de 15 pouces
Caméra	Caméra intégrée
Ports d'E-S externes	4x ports USB-C
Connectivité	Carte wifi 802.11a/b/g/n,
Clavier	Clavier rétroéclairé 64 touches (US) ou 65 touches (ISO), incluant 4 touches fléchées
Carte vidéo	Radeon Pro 560 avec 4 Go de mémoire
Logiciels	1.1.1.1 MacOS High Sierra 1.1.1.2 Abonnement Suite Adobe Creative Cloud pour 1 an 1.1.1.3 Licence Microsoft Office 2016 pour Mac.
Apps intégrées	Photo, imovie, garageband, pages, numbers, keynote, mail, siri, photo booth, aperçu, Time machine....
Garantie	Garantie 3 ans, pièce et main d'œuvre

ARTICLE 28: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire hors taxes	Prix Total hors taxes
				(2)	(3) = (1) x (2)
1	Micro-ordinateur Portable avec station d'accueil	U	20		
2	Mac Book pro et accessoires	U	01		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL TTC					

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DES PRIX
N° 10/CSEFRS/2018

OBJET

**ACQUISITION DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE COMPTE DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">KHADDOU BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p>
<p style="text-align: center;"><u>SIGNE ET APPROUVE PAR</u></p>	